Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

258 | Avril-Juin 2012

Enjeux et moyens d'une foresterie paysanne contractualisée

Échec ou succès ? La foresterie paysanne contractualisée dans ses paradoxes

Hervé Rakoto Ramiarantsoa, Bruno Ramamonjisoa, Lala Razafy Fara et Socrate Ranaivoson

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/6632>

DOI : 10.4000/com.6632

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2012

Pagination : 301-310

ISBN : 978-2-86781-790-8

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Hervé Rakoto Ramiarantsoa, Bruno Ramamonjisoa, Lala Razafy Fara et Socrate Ranaivoson, « Échec ou succès ? La foresterie paysanne contractualisée dans ses paradoxes », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 258 | Avril-Juin 2012, mis en ligne le 01 avril 2015, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/6632> ; DOI : 10.4000/com.6632

Échec ou succès ? La foresterie paysanne contractualisée dans ses paradoxes

**Hervé RAKOTO RAMIARANTSOA, Bruno RAMAMONJISOA,
Lala RAZAFY FARA, Socrate RANAIVOSON**

Cette recherche effectuée par une équipe multidisciplinaire sur le thème de la GEStion LOcale SÉcurisée (Gelose) n'est pas circonscrite au Sud-Ouest malgache, même si la majorité des études de cas se rapporte à cette région, ni à la seule stratégie de la gestion communautaire incluant une sécurisation foncière : les corridors forestiers d'Ankeniheny-Zahamena et de Fandriana-Vondrozo comptent des dispositifs en Gestion Contractualisée des forêts (GCF). D'une façon générale, le thème ici traité concerne la Gestion Communautaire des Ressources Naturelles (GCRN) à Madagascar. Selon le Décret n° 97-1200 du 2 octobre 1997 portant adoption de la politique forestière, la gestion communautaire est avant tout un outil stratégique devant servir à mieux gérer les ressources forestières c'est-à-dire à diminuer l'importance de la dégradation forestière. La mise en œuvre des dispositifs de transfert auprès de COmmunautés de BAse, par la voie Gelose ou la voie GCF, a-t-elle abouti à ce résultat ? Telle est la question centrale de l'ouvrage, abordée à partir des 10 hypothèses exposées en introduction générale.

Les hypothèses partent du postulat que les acteurs de la gestion forestière sont d'abord des agents économiques qui se donnent la possibilité de se positionner par rapport aux règles mais aussi de les réinterpréter en fonction de leur intérêt. Ces dernières concernent non seulement les revenus mais aussi les droits de propriété ou le droit de transférer aux générations futures les potentiels actuels. Puisqu'il existe plusieurs acteurs et plusieurs intérêts parfois divergents, un ensemble de relations de pouvoir entre les acteurs s'installe. Un autre facteur-clé concerne la zone de mise en œuvre de la gestion communautaire : un décalage entre l'espace du transfert prévu et le territoire (allant bien au-delà du terroir ou de la zone forestière) dans lequel se déroulent des jeux d'acteurs influencés à la fois par des facteurs endogènes et exogènes,

ouvre le champ à des dynamiques qui souvent échappent à l'échelle locale. Enfin, l'analyse de la gestion communautaire doit se faire en tenant compte, d'une part, des lacunes en termes d'alternatives techniques et économiques aux pratiques aboutissant à la dégradation de la forêt ; d'autre part, du rôle attribué aux organismes d'appui qu'ils soient ou non d'origine gouvernementale, pour renforcer les communautés.

Les textes rassemblés dans cet ouvrage proviennent d'analyses qui, toutes, ont privilégié une démarche empirique sur la question de savoir si les transferts de gestion des ressources forestières ont participé à leur préservation. Ils soulignent que la mise en contrat communautaire d'espaces forestiers, engagée depuis plus de dix ans, lorsque ce sont des dispositifs liés à la Loi Gelose, a généré à la fois des réalités inégales et des résultats convergents.

Les travaux de terrain ont tenu une place centrale. Reposant sur une connaissance fondée du milieu (Sud-Ouest et Hautes Terres), parfois à travers des programmes de recherche et de recherche-action (Corridor Ankeniheny-Zahamena et corridor Fandriana-Vondrozo), ou sur des enquêtes récentes conduites auprès d'un grand nombre de ménages (Nord-Ouest), ils ont opéré suivant une approche qui, partant de la collecte et du recoupement des données, précisait les hypothèses pertinentes pour le lieu considéré. Cela est allé jusqu'au point où certaines équipes travaillant sur le Sud-Ouest sont revenues sur le terrain après un premier traitement de leurs données, avec une problématique modifiée¹ et des questions autrement configurées. L'approche commune projetée lors du séminaire de lancement du programme tenu à Roskilde en décembre 2005 n'a pas pu être réalisée, malgré la conduite d'une mission d'une semaine en mai 2006², dans l'arrière-pays de Tuléar, à laquelle a participé la très grande majorité des intervenants. Les intervenants n'ont pas tous visité les trois terrains retenus, ce qui a sans doute été un handicap pour les perspectives comparatives de l'étude. Cela a cependant incité à prêter une plus grande attention aux contextes particuliers de chaque situation, sur un double plan.

- D'abord, l'insertion des réalités locales dans les cadres emboîtés régional, national, international. Elle explique que, si un regroupement

1. Th. Casse et A. Milhøj décrivent l'évolution de leur recherche à l'origine centrée sur l'évaluation de transfert de gestion, vers une réflexion pour comprendre pourquoi les villageois ne se désengagent pas du processus de transfert, malgré le manque d'effets positifs économiques ou institutionnels.

2. Cette mission visait à tester collectivement les questionnaires et méthodes de travail que chaque chercheur appliquerait ensuite sur son terrain. Deux étudiantes danoises, accueillies en 2006 comme stagiaires au sein du programme, se sont inspirées des questionnaires mobilisés par les équipes ayant travaillé dans le Sud-Ouest pour mener leur analyse à Merikanjaka, sur les Hautes Terres centrales. Leur travail s'intéresse à l'analyse des filières (toute source de revenus) pour voir si les ressources exploitées conduisent à la déforestation (et par cela, cerner l'intérêt économique de la foresterie communautaire).

régional a guidé la logique de présentation des études, les résultats ne peuvent pas être comparés région par région, car l'interaction des différentes échelles importe plus que la seule localisation géographique. Ainsi, B. Ramamonjisoa et Z. Rabemananjara rappellent l'importance des marchés (national et international) du maïs dans l'incitation au *hatsake* des forêts du Sud-Ouest, et F. Muttenger montre que l'on ne peut pas dissocier la fourniture actuelle de charbon de bois (à partir des forêts anciennes) pour les villes, du prix de l'énergie fossile, fixé par les cours mondiaux. Ce dernier se demande si les marchés de bois ruraux, à partir d'une expérience ouest-africaine que l'État malgache applique dans le Nord-Ouest comme un des moyens de contrôler l'exploitation des forêts, sont une solution appropriée. Ce faisant, il pose la question de l'inversion normative qu'entretient l'interférence des différents niveaux d'acteurs.

- Le second type de contexte pris en compte se rapporte au temps. La loi Gelose, votée en 1996, situe certes clairement un moment de changement de paradigme : de la conservation intégrée à une gestion communautaire des forêts. Il est cependant important de préciser la période de réalisation des transferts. Les premiers ont bénéficié d'un encadrement sérieux, contrairement à ceux qui, sous la pression des bailleurs de fonds dans la seconde moitié de la phase du PNAE phase 2, ont connu un rythme accéléré, précipité. H. Rakoto relève la qualité de l'accompagnement du transfert effectué à Merikanjaka, engageant les communautés de base dans une connaissance adéquate de leurs responsabilités, de leurs avantages, mais aussi des limites du système.

Ces travaux de terrain ont opéré selon trois types de démarches, que les titres des chapitres révèlent partiellement.

Le premier privilégie une approche économique du transfert de gestion. Les deux contributions de B. Ramamonjisoa et Z. Rabemananjara, et de Th. Casse et A. Milhøj, mettent ainsi en avant une évaluation financière de ce que représente la « ressource » forestière dans les systèmes de production locaux, pour estimer l'impact des changements qu'apporte une gestion contractualisée de cette ressource. Une analyse filière (*global commodity chain analysis*), à travers le volume monétaire global généré par l'exploitation de la ressource et sa redistribution au sein des acteurs, permet aux premiers de préciser l'importance à la fois des revenus dégagés du *hatsake*³ et de l'autoconsommation que celle-ci assure, quand la forêt laisse place à la production du maïs « vivrier marchand » (Chaléard, 2000), dans un contexte régional de disettes chroniques. Th. Casse et A. Milhøj soulignent l'impossibilité

3. Il faut relever la très grande différence entre les chiffres liés aux calculs de Ramamonjisoa et Rabemananjara (filrière locale du maïs dans ses coûts et marges : bénéfice de 280 \$ US/ha/an) et ceux donnés par une évaluation Banque Mondiale-Agence Française pour le Développement (bénéfice de 80 \$ US/ha/an).

financière des villageois du Sud-Ouest de respecter les exigences des contrats de gestion, quant aux restrictions sur l'utilisation des ressources forestières, en l'absence d'alternatives pour d'autres bénéfices économiques ; ils s'appuient sur ce constat pour signaler la place de facteurs de nature différente qui expliquent certaines attitudes face au changement proposé.

Le deuxième type de démarche focalise son attention sur les comportements des acteurs. Les conséquences de l'introduction d'une gestion communautaire de ressources naturelles en fondent l'intérêt. En effet, le dispositif Gelose conduit à un repositionnement des acteurs : envers les institutions impliquées dans la mise en œuvre de la politique environnementale, les acteurs les uns envers les autres, et, plus particulièrement à l'échelle locale, dans leurs stratégies d'utilisation du milieu naturel. L'intervention sur place d'autres projets touchant à l'utilisation des ressources du milieu rend encore plus complexes les jeux des acteurs. Les associations villageoises concentrent les enjeux, ce qui se traduit autant par des aspects de leur composition interne (voir la dichotomie entre branches de lignées au sein de Coba de la commune de Merikanjaka) que par les relations polymorphes entre associations. Ainsi, dans le Sud-Ouest, associations villageoises et groupes territoriaux coutumiers se voient tantôt collaborer, tantôt être en tension ; dans le Nord-Ouest les notions d'affiliation et d'appartenance distinguent nettement entre eux les groupes d'origine des acteurs. Dans tous les cas, l'interprétation des termes du contrat engagé reste sélective, suivant les priorités des groupements intéressés, et l'analyse des contextes sociaux corrobore l'hypothèse statuant que la gestion communautaire évolue aussi en fonction des dynamiques locales.

Enfin, l'attention portée à la question de la déforestation est au centre du troisième et dernier type de démarche. Si toutes les contributions consacrent une partie à ce thème, objet d'un consensus politique car sa maîtrise motive les programmes de conservation et de gestion communautaire, L. Razafy Fara en fait le principal axe de son texte. Tout en mettant en valeur la réduction (parfois l'arrêt, comme à Ankazoabo) de la dégradation forestière dans les études de cas, son analyse pointe les formes de « déforestation cachée »⁴. Sont alors examinés les facteurs qui limitent les résultats des transferts de gestion, et qu'on retrouve dans les autres études : les conflits entre les Coba, qui ne se sentent pas légitimées dans leurs fonctions, et les Services étatiques, marqués par leurs moyens limités, ce qui explique de plus importantes déforestations dans les zones moins protégées ; les enjeux fonciers – le défrichement est utilisé comme un moyen endogène d'appropriation foncière – de la gestion communautaire ; le foncier forestier en rapport avec l'élevage bovin, comme

4. Elles ne peuvent pas être détectées à partir d'une analyse de photos satellites ; seules des observations sur le terrain établissent leurs réalités.

le montrent très clairement S. Ranaivoson et Samisoa ; le transfert opéré sur la forêt de Merikanjaka se distingue par la convergence entre intérêt local (forêt patrimoniale) et reconnaissance officielle de la communauté de base gestionnaire.

Ce dernier cas rappelle que, même si elles découlent du choix de chercheurs plus sensibles à telle approche du terrain, ces démarches n'ont pas ignoré les interférences de différents éléments liés à l'utilisation de la forêt. Ainsi, les gains financiers tirés des produits du *hatsake* dans le Sud-Ouest sont remarquables, certes, mais ce maïs est aussi essentiel pour des populations confrontées à une gestion locale et à distance – leur terre d'origine – de situations de disette alimentaire ; ou encore, la dimension culturelle de la forêt de Merikanjaka et ses effets sur la valorisation économique, à cause d'interdits ancestraux. Si certains textes traduisent une posture normative, dans le sens d'une évaluation des transferts suivant les objectifs de la Loi Gelose⁵, les questionnements sur le poids à accorder aux différents facteurs imbriqués, dans les relations des populations avec les forêts situées sur leur espace de vie, restent très présents. Th. Casse et A. Milhøj, qui ont combiné approches qualitative et quantitative, ainsi que F. Muttenter à propos des marchés ruraux de bois énergie, se demandent si l'économie prime sur le social, ou si le social maîtrise l'économie.

Les travaux de terrain se sont avérés d'autant plus essentiels que les situations locales ont révélé des réalités fort diverses. Ils ont, assurément, connu des limites. L. Razafy Fara fait remarquer le bénéfice qu'aurait apporté l'utilisation de photographies aériennes à une échelle adéquate. La priorité donnée à la récolte de données quantitatives dans les villages a pu réduire le temps d'observation des réalités sociales et territoriales, et les passages successifs de différentes équipes, surtout sur les terrains où d'autres projets sont intervenus, générer une lassitude auprès des ménages enquêtés. Les tensions locales même, liées à l'initiative Gelose, ont certainement joué pour orienter les réponses, suivant les groupes d'acteurs. Il n'en demeure pas moins que, en combinant observations directes sur le terrain, analyse de documents (locaux, régionaux, nationaux) sur la question et connaissance du programme Gelose, les recoupements ont permis de replacer et comprendre, dans leur contexte, les situations de gestion communautaire des forêts. Ainsi en est-il de l'appropriation inégale du processus de transfert par les communautés autochtones. Dans le Sud-Ouest, S. Ranaivoson et Samisoa apportent un éclairage fort sur les objectifs recherchés avec les communautés de base : les

5. L. Razafy Fara évoque l'insuffisance de la période de présence institutionnelle, trois ans, auprès des Coba pour la transmission des formations en matière de bonne (souligné par nous) gestion des ressources naturelles.

autochtones trouvent dans le dispositif de la Loi Gelose un moyen de préserver les ressources naturelles contre les migrants, tout en se considérant victimes des engagements que eux, et non les migrants, ont pris :

nous avons des forêts mais nous ne les mettons pas en cultures, ceux qui y pratiquent des cultures ne sont pas propriétaires de ces forêts⁶ ;

les populations migrantes originaires du Sud-Est de l'île y perçoivent par contre la Loi Gelose comme un moyen de cautionner leur installation à demeure et l'acquisition de terres. Les cas de réussite de transferts de gestion trouvent parfois leurs explications dans les intérêts particuliers locaux auxquels sont soumises les communautés de base : la forêt est utilisée comme lieu de rassemblement du bétail et comme pâturage aérien par les *mpanarivo*. L'exemple rappelle que privilégier la forêt en minimisant le pâturage n'est pas une décision adaptée au contexte de l'Ibara. P. Dieudonné et H. Rakoto signalent aussi, toujours dans le Sud-Ouest, que l'appréciation sociale de la forêt par les villageois ne peut pas être limitée à la seule dimension de vouloir ou non la préserver.

L'aspect de participation des groupes autochtones distingue plus, mais de manière contradictoire, les deux autres terrains. À Merikanjaka où il n'y a ni tragédie des biens communs ni accès libre à la ressource, ce que pourtant affirment les fondements de la politique du programme Gelose à l'échelle nationale, le groupe local des Andrianefintany se trouve en première ligne. On constate, par contre, peu d'initiatives des Sakalava dans la dynamique de gestion communautaire qui touche le Nord-Ouest : la construction exclut-elle, si elle ne les marginalise pas, les autochtones ? Se distinguent plutôt dans cette région les enjeux très différents que les groupes de migrants accordent au même type d'organisation communautaire : identitaire pour les uns, utilitaire à des fins économiques pour les autres, suivant l'ancienneté de leur présence sur place.

Au-delà de ces disparités et ambiguïtés qui accompagnent la réalité des transferts de gestion, les contributions voient aussi leurs conclusions converger, au moins sur trois points.

Le premier concerne l'importance accordée aux effets indirects (Th. Casse et A. Milhøj parlent de meilleures relations entre résidents et migrants, H. Rakoto d'acquisition de formations et d'infrastructures) plus qu'aux effets directs de la Loi Gelose. Il faut ici souligner que les cas étudiés portent tous sur des transferts de type Gelose. Or, dans les faits, il s'est agi d'une démarche GCF (Gestion Contractualisée des Forêts), car les Coba impliquées accordent

6. « *manan'ala fa tsy mambole aze, mambole le tsy mana'ala* ».

leur intérêt uniquement à la gestion de la forêt, ce qui indique nettement la place de cette ressource dans la vie des populations riveraines. La réduction du recul de la forêt dans les forêts contractualisées (L. Razafy Fara, H. Rakoto) est certes un effet direct, appréciable. Si elle représente l'objectif principal du transfert, elle n'en reste pas moins menacée (« déforestation cachée » dans le Sud-Ouest) et la contractualisation devient un outil au service de projets de développement local, pour « rentabiliser la ressource » (B. Ramamonjisoa et Z. Rabemananjara). On remarque même à Merikanjaka, commune pourtant forte de ses nombreux transferts de gestion de la ressource forestière, que le seul objectif de préserver la forêt en tant que ressource « naturelle » se trouve dépassé.

Le flou qui accompagne l'acceptation du transfert Gelose représente le deuxième point commun. Flou d'abord au niveau des objectifs. Les acteurs ne se rejoignent pas, dans les représentations que chacun se fait, à son niveau, de l'adoption du contrat : entre la conservation de la forêt, les ouvertures pour le développement territorial qu'apporte la présence formelle d'une Coba, ou encore la sécurisation des droits fonciers, ... Quelle que soit la localité, les acteurs se mobilisent pour se créer une règle selon leur propre stratégie, et cela d'autant plus que l'État, dont la décentralisation réduit les prérogatives, est peu présent. Flou aussi est la conduite du transfert : les étapes annoncées (évaluation après trois ans) ne sont pas respectées, et les dispositions prévues (exemples des ristournes auprès des communes et des Coba), pratiquement pas réalisées. Flou, enfin, sont des définitions pourtant fondamentales (marché rural de bois, association de charbonniers) pour déterminer des comportements en conséquence : cette lacune ouvre la voie à diverses stratégies. Il en découle un « bricolage », au sens que Levy Strauss (1962) donne à ce mot, visant aussi bien chez les producteurs qu'au niveau des services techniques à obtenir un paraître qui soit logique, cohérent et articulé pour continuer à bénéficier de la manne des organismes d'appui et de leurs projets. Toutes les parties prenantes au contrat se satisfont de cette situation, ce qui ne peut pas aboutir au résultat attendu par les concepteurs du programme. L'instrumentalisation de la Loi Gelose par l'ensemble des acteurs détourne le transfert de ses objectifs initiaux. Il faut alors se demander qui devrait se repositionner par rapport à quoi, pour une réussite effective de l'action.

Le troisième point commun intéresse la dimension territoriale de la protection des forêts. En effet, il s'avère que les Coba concernées raisonnent en terme de territoire, et non en terme seulement de ressource forestière. Dans le Sud-Ouest, des ménages membres de Coba expriment leur souhait de disposer de superficies forestières non contractualisées, ce qui reviendrait à déplacer la déforestation. À Merikanjaka, la forêt des ancêtres ne peut pas

être comme telle, réceptacle d'activités génératrices de revenus, ce que le dispositif de Loi Gelose a pourtant proposé. On retrouve ainsi un principe que les gestionnaires de ressources oublient souvent : la gestion de la forêt est inséparable de la gestion du territoire. Wily et Mbaya (2001) font remarquer, à partir d'exemples sud et est-africains, qu'une participation placée dans le seul cadre de l'utilisation locale des forêts ne tient pas compte des motivations profondes quant à la gestion forestière.

Faut-il parler d'échec ou de succès de la foresterie paysanne contractualisée, une initiative qui se veut adaptée au contexte malgache tout en répondant à des préoccupations plus générales, celles qui lient protection des forêts et bien-être des populations riveraines (Pierce Colfer et Byron, 2001) ? Th. Casse et A. Milhøj rappellent qu'il ne peut pas y avoir une réponse nette à cette interrogation, si l'objectif que doit atteindre la gestion locale des ressources de la forêt n'est pas précisé. Les deux textes de portée plus générale de A. Bertrand *et al.* et de C. Blanc-Pamard rejoignent un tel constat. A. Bertrand *et al.* ont focalisé leur recherche sur la différenciation entre les contrats entièrement centrés sur la conservation et ceux des forêts communautaires où un minimum d'usage est autorisé. Les résultats montrent que lorsque les contrats locaux ont été accaparés par des ONG environnementales, la plupart des transferts de gestion interdisent l'exploitation commerciale des produits forestiers. Cette restriction explique l'abattage illégal et la persistance des pratiques de culture sur brûlis dans les limites des forêts communautaires. Il est clair que sans valorisation économique, ces dernières sont vouées à l'échec. Créer davantage de zones protégées ne représente donc pas, selon les auteurs, la solution idéale et cela d'autant moins que le dossier des parcs nationaux à Madagascar est loin d'être convaincant (disparition rapide ou parfois même extinction des espèces de plantes rares et précieuses). Une option d'avenir préférable est de distinguer clairement les critères de sélection des forêts devant faire l'objet de transfert de gestion : le texte souligne qu'une valorisation forestière durable nécessite un temps minimum d'accompagnement, un appui conséquent et la mise en place d'un système de prévention des conflits. Pour les auteurs, « la gestion communautaire n'est pas une fin en soi », elle est un outil qui révèle des questions essentielles pour le développement local. C. Blanc-Pamard met en avant la notion de dissymétrie (*mismatch*) qui accompagne cette innovation de la foresterie paysanne : décalage, distorsion, asymétrie sont des termes qui reviennent souvent dans son analyse portant sur des dispositifs de gestion contractualisée de forêts (GCF). Décalage car le projet d'innovation même veut faire interférer un dispositif technique et institutionnel avec des organisation sociales et territoriales déjà en place, ce qui aboutit à des contradictions. Asymétrie, car le changement organisé des rapports aux ressources forestières ne s'accompagne pas d'incitations appropriées pour que les acteurs locaux

modifient leurs rapports aux ressources. Distorsion, car des objectifs affichés (« création d'activités génératrices de revenus qui se substitueront aux revenus liés à l'exploitation de la forêt ») ne se réalisent pas et se traduisent par leur contraire, une paupérisation croissante des populations dont les ressources biologiques ont été mises sous protection. Si la comptabilisation des forêts mises sous gestion contractualisée donne des surfaces croissantes, ce qui peut être perçu de manière positive, leurs réalités traduisent des déséquilibres au détriment des populations locales.

Tous les textes convergent ainsi sur le fait que les objectifs assignés à la foresterie paysanne contractualisée varient suivant le statut et les niveaux des acteurs. De ce fait, la disparité des situations : ici des satisfactions, là des insuffisances, ailleurs des conflits, ..., traduit la diversité des attendus, des paradoxes mêmes de cette forme de gestion. Une telle réalité dénote l'absence d'un réel partenariat des institutions extérieures avec les populations locales autour d'une « vision partagée » (Vermeulen et Sheil, 2007), seul gage de réussite de la participation. Et, au-delà de ce manque de connivence avec l'échelle locale, la crise politique que connaît le pays depuis 2009 met en lumière un autre point clé : la foresterie communautaire a besoin de l'appui de l'État et de son autorité vis-à-vis d'intervenants extérieurs qui œuvrent sur les espaces dont la gestion a été transférée à des communautés de base. Or, cet appui leur fait défaut. En juin 2010, lors d'un atelier sur la gouvernance environnementale organisé à Antananarivo par l' Alliance *Voahary Gasy*, structure créée pour être une plateforme d'associations et d'organisations protectrices de l'environnement, des représentants de communautés de base ont dénoncé les défaillances de l'État dans le contrôle des trafics de bois de rose. L'État ne serait-il plus partenaire de la foresterie paysanne contractualisée ?

Bibliographie

Chaléard J.L., 2000 - *Temps des villes, temps des vivres : L'Essor du vivrier marchand en Côte-d'Ivoire*. Paris: Karthala, 661 p.

Levy Strauss C., 1962 - *La pensée sauvage*, Paris : Plon, 347 p.

Pierce Colfer C.J. et Byron Y., eds, 2001 - *People managing forests : the links between human well-being and sustainability*. Washington

Randrianarison M., Karpe P., Montagne P. et Bertrand A., 2009 - La réalisation du développement durable à Madagascar : le contrat de gestion n'est pas une fin en soi. *Revue internationale de droit et politique du développement durable de McGill*, vol. 5, n° 2, p. 171-197

Vermeulen S. et Sheil D., 2007 - Partnerships for tropical conservation. *Oryx*, n° 41, p. 434-440.

Wily L.A. et Mbaya S., 2001 - *Land, people and forests in eastern and Southern Africa at the beginning of the 21st century*. Nairobi : UICN, Bureau Régional pour l'Afrique de l'Est